

## Impact de l'épidémie de COVID-19 sur le recours aux actes de **dépistage des cancers** en Pays de la Loire, entre mars 2020 et juin 2021

Septembre 2021

Ce septième numéro de la collection « *Épidémio Covid-19 : comprendre et agir* » analyse l'évolution du recours des habitants des Pays de la Loire aux actes de dépistage des cancers **du col de l'utérus, du sein et colorectal** au cours des quinze premiers mois de l'épidémie de Covid-19 (de mi-mars 2020 à mi-juin 2021).

Le niveau de recours a été calculé sur l'ensemble de la période de quinze mois et pour les différentes périodes de confinement et de déconfinement, et a été comparé au niveau moyen de recours des années 2018 et 2019 aux mêmes dates.

L'évolution du recours est détaillée par département et selon certaines caractéristiques des habitants (classe d'âge, prise en charge ou non d'une affection de longue durée, niveau de défavorisation sociale de la commune de résidence).

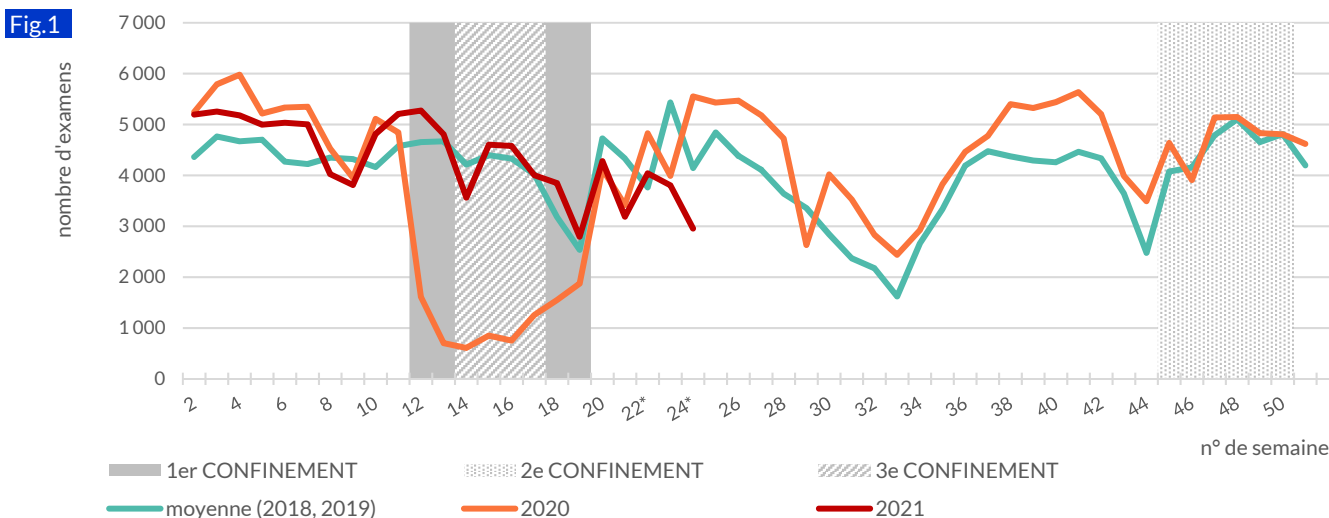
Cette analyse a été réalisée à partir des données de remboursement de l'assurance maladie intégrées au Système national des données de santé (SNDS).



Crédit photo : Shutterstock

# RECOURS AUX ACTES DE DÉPISTAGE DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

## Évolution hebdomadaire du recours en Pays de la Loire



\*données partielles pour les semaines 21 à 24 de l'année 2021

Lecture : En Pays de la Loire, le nombre de recours au dépistage du cancer du col de l'utérus a connu une très forte baisse au cours du 1<sup>er</sup> confinement avec 704 recours en semaine 13 (23 mars - 29 mars 2020) alors qu'on en dénombrait plus de 4 500 cette même semaine au cours des deux années précédentes (moyenne 2018 et 2019).

Champ : actes d'examen cytopathologique de prélèvement du col de l'utérus (codes CCAM JKQX001, JKQX008, JKQX015, JKQX015, JKQX027, JKQX027, JKQX147, JKQX426, JKQX261, JKQX347) et tests de détection du génome de papillomavirus humains (HPV) (codes CCAM ZZQX628, ZZQX603) réalisés dans le cadre du dépistage organisé ou individuel auprès des femmes âgées de 25 à 65 ans, bénéficiaires tous régimes et résidant en Pays de la Loire.

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

## Évolution du recours selon le département de résidence

**Fig.2**

	1 <sup>er</sup> confinement 17 mars - 10 mai 2020	1 <sup>er</sup> déconfinement 11 mai - 29 octobre 2020	2 <sup>e</sup> confinement 30 octobre - 15 décembre 2020	2 <sup>e</sup> déconfinement 16 décembre 2020 - 3 avril 2021	3 <sup>e</sup> confinement 4 avril - 3 mai 2021	3 <sup>e</sup> déconfinement* 4 mai - 13 juin 2021	15 mois d'épidémie 17 mars 2020 13 juin 2021
	%	%	%	%	%	%	%
Pays de la Loire	-73,1	+15,8	+7,9	+9,8	-1,0	-12,1	-1,4
Loire-Atlantique	-76,3	+22,8	+10,8	+20,0	-0,2	-16,9	+3,0
Maine-et-Loire	-72,4	+8,4	+0,6	-5,5	-3,1	-6,8	-8,3
Mayenne	-71,7	+16,0	+12,5	+15,3	+1,9	-10,8	+0,8
Sarthe	-69,5	+12,8	+12,2	+5,2	-8,3	-12,9	-3,4
Vendée	-70,3	+11,5	+3,9	+7,0	+4,3	-7,2	-2,8

\*résultats partiels pour la période du 3<sup>ème</sup> déconfinement

Lecture : En Loire-Atlantique, le nombre de recours au dépistage du cancer du col de l'utérus a connu une baisse de 76,3 % lors du 1<sup>er</sup> confinement comparé au recours moyen des deux années précédentes.

Champ : actes d'examen cytopathologique de prélèvement du col de l'utérus (codes CCAM JKQX001, JKQX008, JKQX015, JKQX015, JKQX027, JKQX027, JKQX147, JKQX426, JKQX261, JKQX347) et tests de détection du génome de papillomavirus humains (HPV) (codes CCAM ZZQX628, ZZQX603) réalisés dans le cadre du dépistage organisé ou individuel auprès des femmes âgées de 25 à 65 ans, bénéficiaires tous régimes et résidant en Pays de la Loire.

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

► Le 1<sup>er</sup> confinement de la population, mis en place au niveau national du 17 mars au 10 mai 2020, s'est accompagné d'une diminution très importante du recours des habitantes de la région aux actes de dépistage du cancer de l'utérus (frottis cervico utérin et tests de détection du génome de papillomavirus humains) : - 73,1 % par rapport au niveau moyen des années 2018 et 2019 calculé aux mêmes dates (Fig.1 et Fig.2).

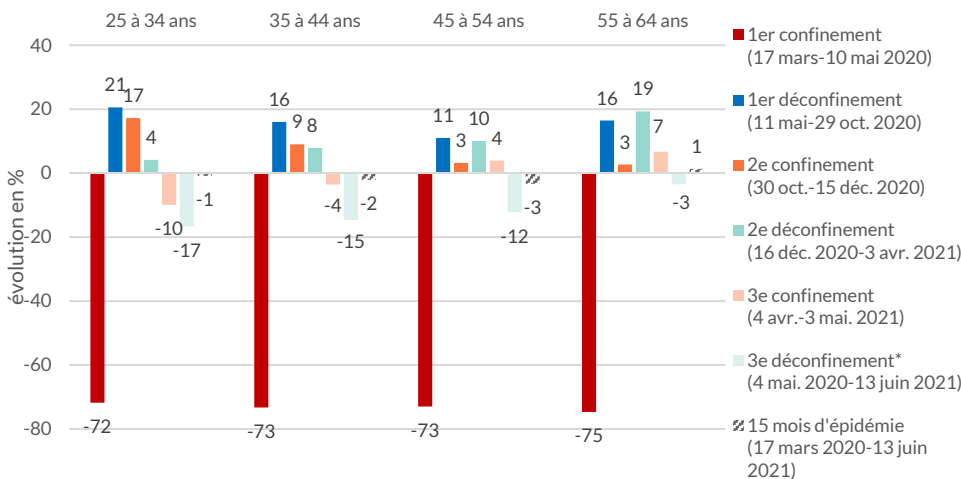
► La reprise progressive du recours aux actes de dépistage du cancer de l'utérus est observée entre mi-mai et mi-décembre 2020 dans l'ensemble des départements de la région. Les envois massifs de courriers de relance aux femmes non à jours de leur frottis de la part du Centre régional de coordination de dépistage des cancers (CRCDC) peuvent, pour partie, expliquer cette dynamique. Néanmoins, cette reprise du dépistage a été moins prononcée en Vendée et surtout dans le Maine-et-Loire. Dans ce dernier département, le recours est à nouveau à un niveau inférieur à celui des années précédentes dès le 2<sup>ème</sup> déconfinement (- 7,9 %, Fig.2).

► À partir du 3<sup>ème</sup> déconfinement, une baisse du niveau de recours est constatée dans l'ensemble des départements par rapport au niveau des années antérieures à la même période (Fig.2) mais il n'est pas possible, à ce jour, de savoir si elle est due à une alimentation encore partielle de l'information dans les bases de données ou s'il s'agit d'une véritable baisse du recours.

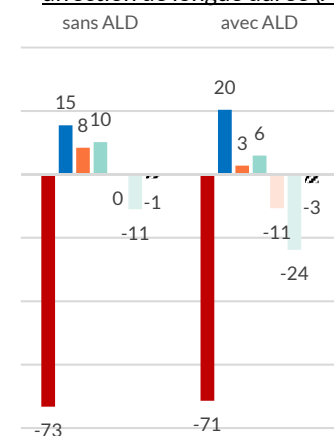
► Le constat sur les quinze premiers mois de l'épidémie diffère selon les départements : s'il semble y avoir eu un rattrapage du dépistage du cancer de l'utérus dans les mois qui ont suivi le 1<sup>er</sup> confinement en Loire-Atlantique et en Mayenne, le niveau de dépistage reste globalement en deçà du niveau des années antérieures dans les autres départements, en particulier dans le Maine-et-Loire (Fig.2).

## Évolution du recours selon les caractéristiques des patients

**Fig.3** Classe d'âge



**Fig.4** Prise en charge pour une affection de longue durée (ALD)

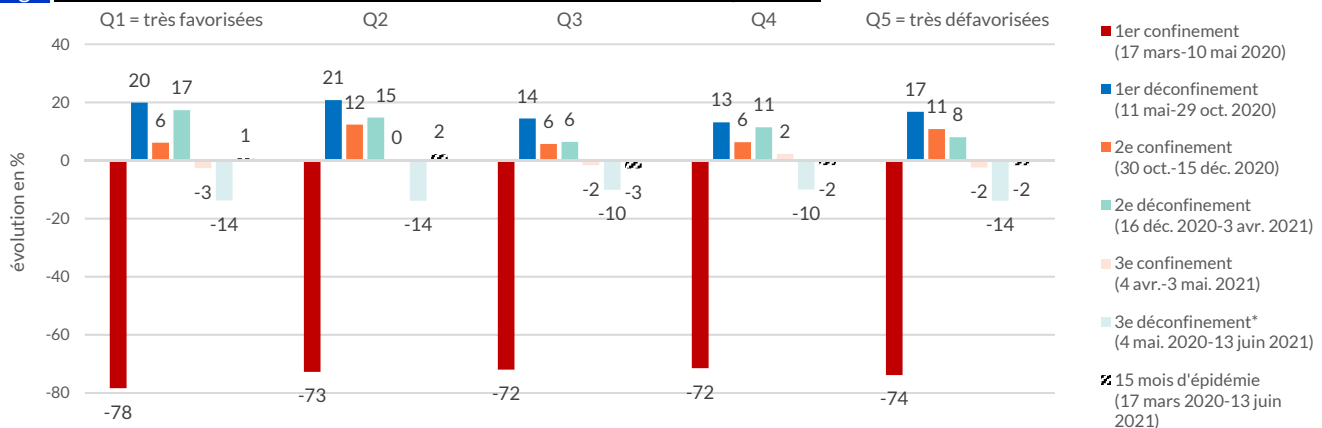


Lecture : En Pays de la Loire, lors du 1<sup>er</sup> confinement, le nombre de recours au dépistage du cancer du col de l'utérus a baissé de 72 % chez les bénéficiaires âgées de 25 à 34 ans et de 75 % chez celles âgées de 55 à 64 ans (Fig.3). Chez les personnes prises en charge pour une affection de longue durée, le nombre de dépistages a connu une baisse globale de 3 % au cours des quinze mois de crise sanitaire par rapport au nombre moyen calculé aux mêmes semaines des deux années précédentes (Fig.4).

Champ : actes d'examen cytopathologique de prélèvement (frottis) du col de l'utérus (codes CCAM JKQX001, JKQX008, JKQX015, JKQX015, JKQX027, JKQX027, JKQX147, JKQX426, JKQX261, JKQX347) et tests de détection du génome de papillomavirus humains (HPV) (codes CCAM ZZQX628, ZZQX603) réalisés dans le cadre du dépistage organisé ou individuel auprès des femmes âgées de 25 à 65 ans, bénéficiaires tous régimes et résidant en Pays de la Loire.

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

**Fig.5** Indice de défavorisation sociale de la commune de résidence (en quintiles)



\*résultats partiels pour la période du 3<sup>ème</sup> déconfinement

Lecture : Dans les communes les plus défavorisées (5<sup>ème</sup> quintile de l'indice de défavorisation sociale), le nombre de recours au dépistage du cancer du col de l'utérus a connu une baisse de 74 % lors du 1<sup>er</sup> confinement comparé au recours moyen des deux années précédentes aux mêmes dates. Cette baisse était de 78 % dans les communes les plus favorisées (1<sup>er</sup> quintile de l'indice).

Champ : actes d'examen cytopathologique de prélèvement (frottis) du col de l'utérus (codes CCAM JKQX001, JKQX008, JKQX015, JKQX015, JKQX027, JKQX027, JKQX147, JKQX426, JKQX261, JKQX347) et tests de détection du génome de papillomavirus humains (HPV) (codes CCAM ZZQX628, ZZQX603) réalisés dans le cadre du dépistage organisé ou individuel auprès des femmes âgées de 25 à 65 ans, bénéficiaires tous régimes et résidant en Pays de la Loire.

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

► La chute du recours au dépistage du col de l'utérus constatée lors du 1<sup>er</sup> confinement a été de même ampleur dans toutes les classes d'âges. Un rattrapage des actes de dépistage a eu lieu dès le déconfinement qui a suivi dans toutes les classes d'âges, avec entre 13 % et 21 % d'actes en plus comparés aux nombres moyens des deux années précédentes calculés au cours de la même période.

À partir du 3<sup>ème</sup> confinement, le niveau du recours est redescendu en deçà du niveau moyen des années 2018 - 2019 chez les plus jeunes (25-34 ans et 35-44 ans, Fig.3).

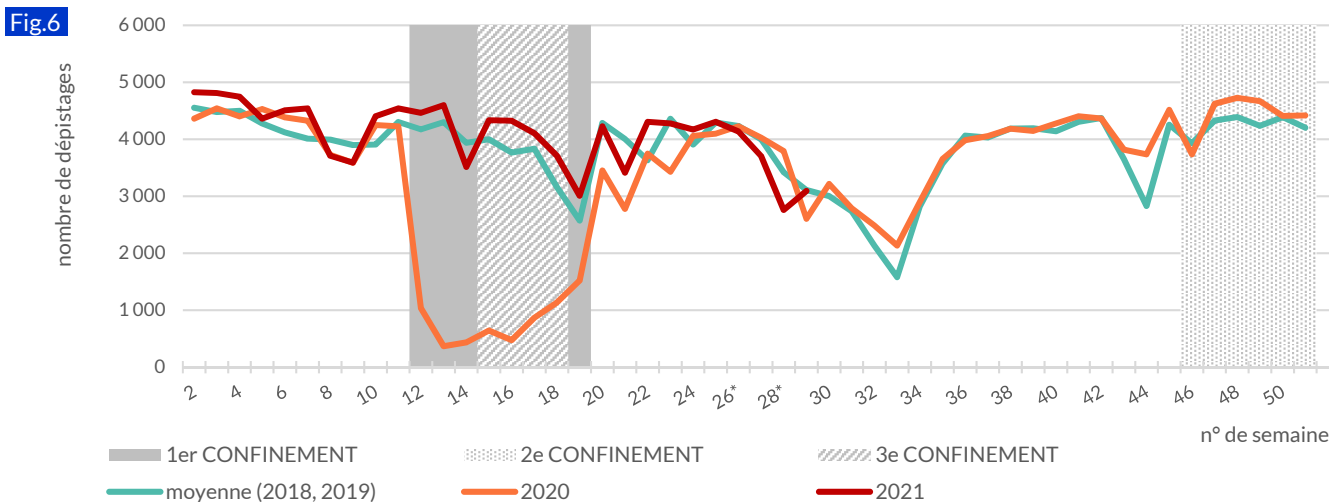
► Le niveau de recours au dépistage du col de l'utérus lors du 1<sup>er</sup> confinement a fortement baissé parmi les femmes prises en charge pour une affection de longue durée (ALD) comme parmi les autres.

Après un rattrapage du dépistage dans les mois qui ont suivi constaté chez les personnes en ALD comme chez les autres, le niveau de dépistage semble à nouveau inférieur au niveau moyen de 2018 - 2019 chez les personnes en ALD à partir du 3<sup>ème</sup> confinement (- 11 %, Fig.4).

► Dans la région, le recours au dépistage du col de l'utérus a connu une évolution comparable lors des différentes périodes de l'épidémie, quel que soit le niveau de défavorisation sociale de la commune de résidence (Fig.5).

## RECOURS AUX ACTES DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

### Évolution hebdomadaire du recours en Pays de la Loire



\*données partielles pour les semaines 25 à 29 de l'année 2021

Lecture : En Pays de la Loire, le nombre de mammographies (de dépistage ou bilatérales) a connu une très forte baisse au cours du 1<sup>er</sup> confinement avec 369 mammographies en semaine 13 (23 mars - 29 mars 2020) alors qu'on en dénombrait 4 300 cette même semaine au cours des deux années précédentes (moyenne 2018 et 2019).

Champ : actes de mammographie de dépistage (CCAM QEQK004) et de mammographie bilatérale (CCAM QEQK001) réalisés auprès des femmes âgées de 50 à 74 ans, bénéficiaires tous régimes résidant en Pays de la Loire

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

### Évolution du recours selon le département de résidence

**Fig.7**

	1 <sup>er</sup> confinement 17 mars- 10 mai 2020	1 <sup>er</sup> déconfinement 11 mai- 29 octobre 2020	2 <sup>e</sup> confinement 30 octobre- 15 décembre 2020	2 <sup>e</sup> déconfinement 16 décembre 2020 - 3 avril 2021	3 <sup>e</sup> confinement 4 avril - 3 mai 2021	3 <sup>e</sup> déconfinement 4 mai - 13 juin 2021	15 mois d'épidémie 17 mars 2020 13 juin 2021
	%	%	%	%	%	%	%
Pays de la Loire	-79,6	+0,2	+7,7	+5,8	+3,3	+1,3	-7,2
Loire-Atlantique	-84,5	+6,8	+14,4	+9,9	+9,1	+6,8	-2,6
Maine-et-Loire	-56,9	-2,3	+7,0	+11,8	+6,7	-0,6	-3,9
Mayenne	-86,7	+1,0	+7,8	-3,4	-7,3	-11,6	-11,9
Sarthe	-84,9	-1,4	+12,8	+3,1	+3,2	+8,0	-8,6
Vendée	-86,7	-8,9	-8,2	-1,7	-6,4	-5,8	-16,4

Lecture : En Mayenne et en Vendée, le nombre de mammographies (de dépistage ou bilatérales) a connu une baisse de 86,7 % lors du 1<sup>er</sup> confinement comparé au nombre moyen des deux années précédentes.

Champ : actes de mammographie de dépistage (CCAM QEQK004) et de mammographie bilatérale (CCAM QEQK001) réalisés auprès des femmes âgées de 50 à 74 ans, bénéficiaires tous régimes résidant en Pays de la Loire

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

► Le 1<sup>er</sup> confinement de la population, mis en place au niveau national du 17 mars au 10 mai 2020, s'est accompagné d'une diminution très importante du recours des habitantes de la région aux actes de dépistage du cancer du sein (mammographies bilatérales dans le cadre du dépistage organisé ou individuel) : - 79,6 % par rapport au niveau moyen des années 2018 et 2019 calculé aux mêmes dates (Fig.6 et Fig.7). Le Maine-et-Loire, seul département dans lequel plusieurs cabinets de radiologie ont continué le dépistage, a connu une baisse moindre (- 53,9 %) comparé aux autres départements (Fig.7).

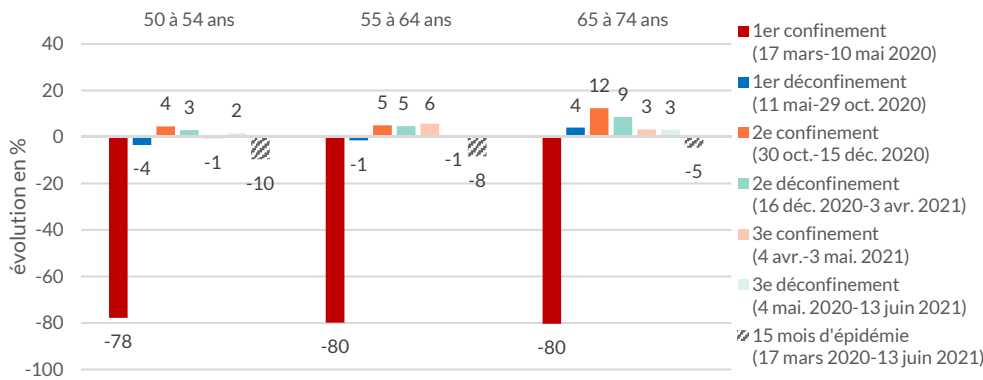
► Après le 1<sup>er</sup> confinement, le recours aux actes de mammographie a retrouvé progressivement un niveau similaire, et même légèrement supérieur à celui observé les années précédentes. Cependant, cette augmentation n'a pas suffi à rattraper la très forte baisse du 1<sup>er</sup> confinement puisqu'au global, le recours a baissé de 7,2 % dans la région au cours des quinze mois d'épidémie, comparé aux années 2018-2019 (Fig.7).

► Le recours à la mammographie a évolué de manière très différente selon les départements tout au long de l'épidémie. En Vendée, le niveau de recours est resté en deçà de son niveau des deux dernières années, quelles que soient les périodes de confinement et déconfinement qui se sont succédées. *A contrario*, en Loire-Atlantique, le recours a atteint un niveau plus élevé que les années précédentes dès le 1<sup>er</sup> déconfinement et est resté à ce niveau supérieur par la suite (Fig.7).

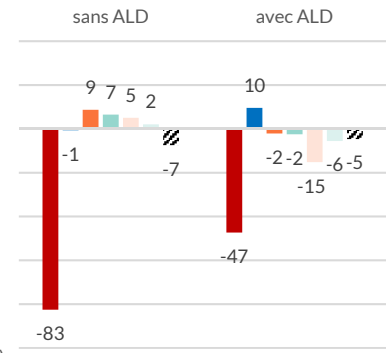
► La baisse globale du recours aux actes de mammographie au cours des quinze premiers mois d'épidémie a été particulièrement prononcée en Sarthe (- 8,6 %), en Mayenne (- 11,9 %) et en Vendée (- 16,4 %, Fig.7).

## Évolution du recours selon les caractéristiques des patients

**Fig.8** Classe d'âge

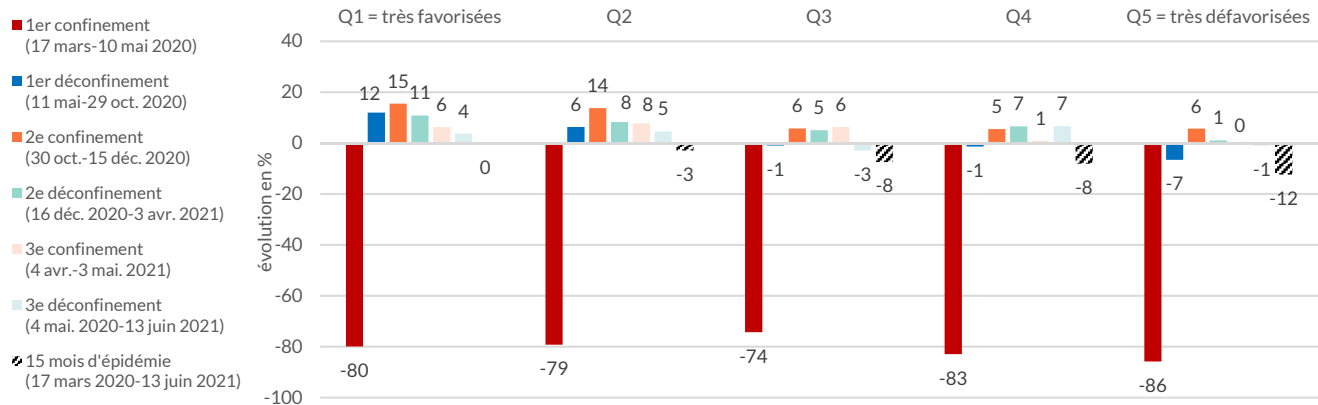


**Fig.9** Prise en charge pour une affection de longue durée (ALD)



Lecture : En Pays de la Loire, lors du 1<sup>er</sup> confinement, le nombre de mammographies (de dépistage ou bilatérales) a baissé de 78 % chez les femmes âgées de 50 à 54 ans et de 80 % chez les celles âgées de 65 à 74 ans (Fig.8). Chez les femmes prises en charge pour une affection de longue durée (de dépistage ou bilatérales) a connu une baisse globale de 5 % au cours des quinze mois de crise sanitaire par rapport au nombre de recours moyen calculé aux mêmes semaines des deux années précédentes (Fig.9). Champ : actes de mammographie de dépistage (CCAM QEQK004) et de mammographie bilatérale (CCAM QEQK001) réalisés auprès des femmes âgées de 50 à 74 ans, bénéficiaires tous régimes résidant en Pays de la Loire  
Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

**Fig.10** Indice de défavorisation sociale de la commune de résidence (en quintiles)



Lecture : Dans les communes les plus défavorisées (5<sup>ème</sup> quintile de l'indice de défavorisation sociale), le nombre de mammographies (de dépistage ou bilatérales) a connu une baisse de 86 % lors du 1<sup>er</sup> confinement comparé au recours moyen des deux années précédentes aux mêmes dates. Cette baisse était de 80 % dans les communes les plus favorisées (1<sup>er</sup> quintile de l'indice).  
Champ : actes de mammographie de dépistage (CCAM QEQK004) et de mammographie bilatérale (CCAM QEQK001) réalisés auprès des femmes âgées de 50 à 74 ans, bénéficiaires tous régimes résidant en Pays de la Loire  
Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

► La chute du recours au dépistage du cancer du sein, constatée lors du 1<sup>er</sup> confinement, a été de même ampleur dans toutes les classes d'âges.

La reprise des actes de mammographie après le 1<sup>er</sup> confinement a été un peu plus prononcée chez les femmes âgées de 65 à 74 ans que chez les plus jeunes mais est restée insuffisante pour compenser la très forte baisse due au 1<sup>er</sup> confinement (Fig.8).

► Chez les femmes prises en charges pour une affection de longue durée (ALD), la baisse du recours au dépistage du cancer du sein lors du 1<sup>er</sup> confinement a été plus contenue que chez les autres (-47 % versus -83 %, Fig.9).

De plus, l'évolution du recours aux actes de mammographie après le 1<sup>er</sup> confinement a été très différente chez les femmes en ALD comparée aux autres. Chez les femmes en ALD, la reprise du recours a été plus rapide mais suivie d'une nouvelle baisse notamment à partir du 3<sup>ème</sup> confinement, alors que chez les femmes sans ALD, une hausse du recours a été constatée plus tardivement (à partir du 2<sup>ème</sup> confinement) puis le niveau de recours s'est stabilisé à un niveau similaire à celui des années antérieures (Fig.9).

► On constate une évolution du recours au dépistage du cancer du sein très différente selon le niveau de défavorisation sociale de la commune de résidence, notamment au cours des périodes qui ont suivies le 1<sup>er</sup> confinement.

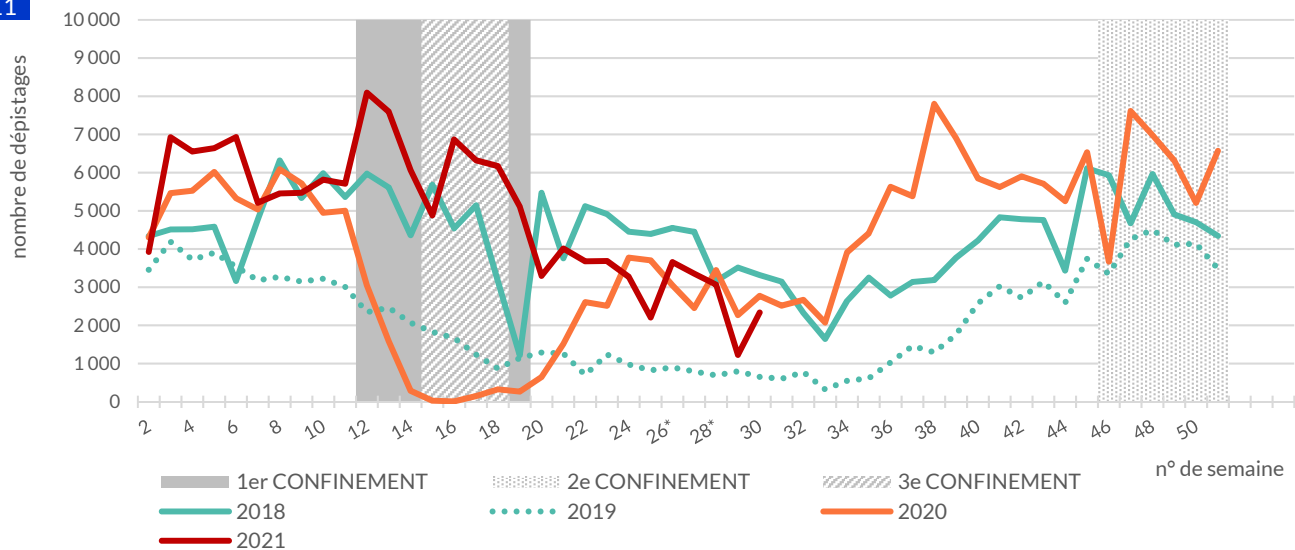
Dans les communes les plus favorisées (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> quintiles de l'indice Fdep), un rattrapage du recours aux mammographies est constaté dans les mois qui ont suivi le 1<sup>er</sup> confinement. Ce rattrapage a été suffisant pour que, globalement, le niveau de recours au cours des 15 mois d'épidémie soit comparable au niveau moyen des deux années antérieures.

En revanche, dans les communes moins favorisées, il n'y a pas eu de rattrapage (ou un rattrapage insuffisant) pour compenser la chute du recours ayant eu lieu lors du 1<sup>er</sup> confinement. Globalement au cours des quinze premiers mois d'épidémie, le niveau de recours a reculé de 8 % dans les communes intermédiaires (3<sup>ème</sup> quintile) et défavorisées (4<sup>ème</sup> quintile) et de 12 % dans les communes les plus défavorisées (5<sup>ème</sup> quintile, Fig.10).

## RECOURS AUX ACTES DE DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL

### Évolution hebdomadaire du recours en Pays de la Loire

Fig.11



\*données partielles pour les semaines 25 à 29 de l'année 2021

Rem : l'année 2019 n'a pu servir d'année de référence pour le calcul de l'évolution du recours au dépistage du cancer colorectal du fait de la pénurie de kits de tests immunologiques survenue cette année-là en Pays de la Loire.

Lecture : En Pays de la Loire, le nombre de remboursement de tests de dépistage du cancer colorectal a connu une très forte baisse au cours du 1<sup>er</sup> confinement avec 290 kits remboursés en semaine 14 (30 mars - 5 avril 2020) alors qu'on en dénombrait 4360 cette même semaine en 2018.

Champ : kits de dépistage de cancer colorectal remboursés (tests immunologiques, prestation DCC n°9434) auprès des bénéficiaires âgés de 50 à 74 ans, tous régimes résidant en Pays de la Loire

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

### Évolution du recours selon le département de résidence

Fig.12

	1 <sup>er</sup> confinement 17 mars- 10 mai 2020	1 <sup>er</sup> déconfinement 11 mai- 29 octobre 2020	2 <sup>e</sup> confinement 30 octobre- 15 décembre 2020	2 <sup>e</sup> déconfinement 16 décembre 2020 - 3 avril 2021	3 <sup>e</sup> confinement 4 avril - 3 mai 2021	3 <sup>e</sup> déconfinement 4 mai - 13 juin 2021	15 mois d'épidémie 17 mars 2020 13 juin 2021
	%	%	%	%	%	%	%
Pays de la Loire	-85,6	+3,5	+17,0	+27,8	+21,2	-5,4	-0,4
Loire-Atlantique	-88,7	+4,1	+24,8	+36,5	+30,7	-5,2	+2,8
Maine-et-Loire	-83,0	+9,7	+12,4	+8,5	+3,8	-10,0	-4,5
Mayenne	-83,9	-3,8	+26,8	+8,6	-0,3	+2,6	-6,7
Sarthe	-82,3	-9,6	+23,5	+18,6	+10,7	-18,3	-7,1
Vendée	-85,4	+7,9	+1,7	+52,1	+38,7	+5,1	+6,0

Rem : l'année 2019 n'a pu servir d'année de référence pour le calcul de l'évolution du recours au dépistage du cancer colorectal du fait de la pénurie de kits de tests immunologiques survenue cette année-là en Pays de la Loire.

Lecture : En Loire-Atlantique, le nombre de remboursement de tests de dépistage du cancer colorectal a connu une baisse de 88,7% lors du 1<sup>er</sup> confinement comparé au nombre remboursé en 2018 à cette même période.

Champ : kits de dépistage de cancer colorectal remboursés (test immunologique, prestation DCC n°9434) auprès des bénéficiaires âgés de 50 à 74 ans, tous régimes résidant en Pays de la Loire

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

► Une pénurie de kits de tests immunologiques survenue en 2019 en Pays de la Loire (et dans d'autres régions) a provoqué un très fort ralentissement du dépistage du cancer colorectal qui n'a pu être rattrapé du fait de la survenue de la crise sanitaire l'année suivante.

► Le 1<sup>er</sup> confinement de la population, mis en place au niveau national du 17 mars au 10 mai 2020, s'est accompagné d'une diminution très importante, voire de l'arrêt du recours des habitants de la région au dépistage du cancer colorectal : - 85,6 % par rapport à la même période en 2018 (Fig.11 et Fig.12).

► Le recours a ensuite progressivement augmenté, atteignant un niveau sensiblement supérieur à celui de 2018 entre septembre 2020 et avril 2021 (Fig.11) avant de repasser sous le niveau de 2018 après le 3<sup>e</sup> confinement (-5,4 %, Fig.12).

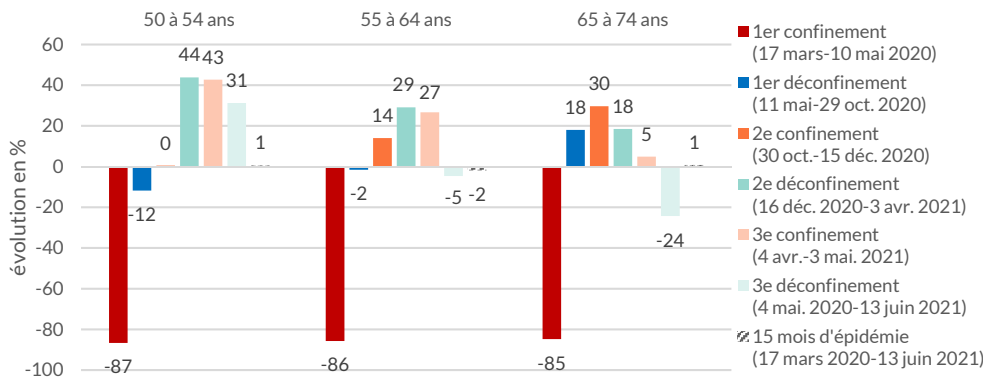
► La reprise du recours au dépistage du cancer colorectal après le 1<sup>er</sup> confinement a été plus ou moins rapide selon les départements de la région : dès le 1<sup>er</sup> déconfinement dans le Maine-et-Loire, en Loire-Atlantique et en Vendée et à partir du 2<sup>e</sup> confinement en Mayenne et en Sarthe (Fig.12).

À partir du 3<sup>e</sup> confinement, l'évolution du recours différait selon les départements, avec notamment un niveau de recours au dépistage à nouveau inférieur à celui de 2018 aux mêmes dates dans le Maine et Loire et dans la Sarthe lors du début du 3<sup>e</sup> déconfinement (Fig.12).

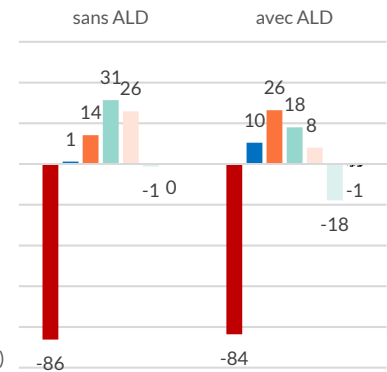
► Au global, le rattrapage n'a pas été suffisant dans le Maine-et-Loire, en Mayenne et en Sarthe pour retrouver un niveau de recours semblable à celui de 2018 (resp. - 4,5 %, - 6,7 % et - 7,1 %) contrairement à la Loire-Atlantique (+ 2,8 %) et à la Vendée (+ 6 %, Fig.12).

## Évolution du recours selon les caractéristiques des patients

**Fig.13** Classe d'âge



**Fig.14** Prise en charge pour une affection de longue durée (ALD)

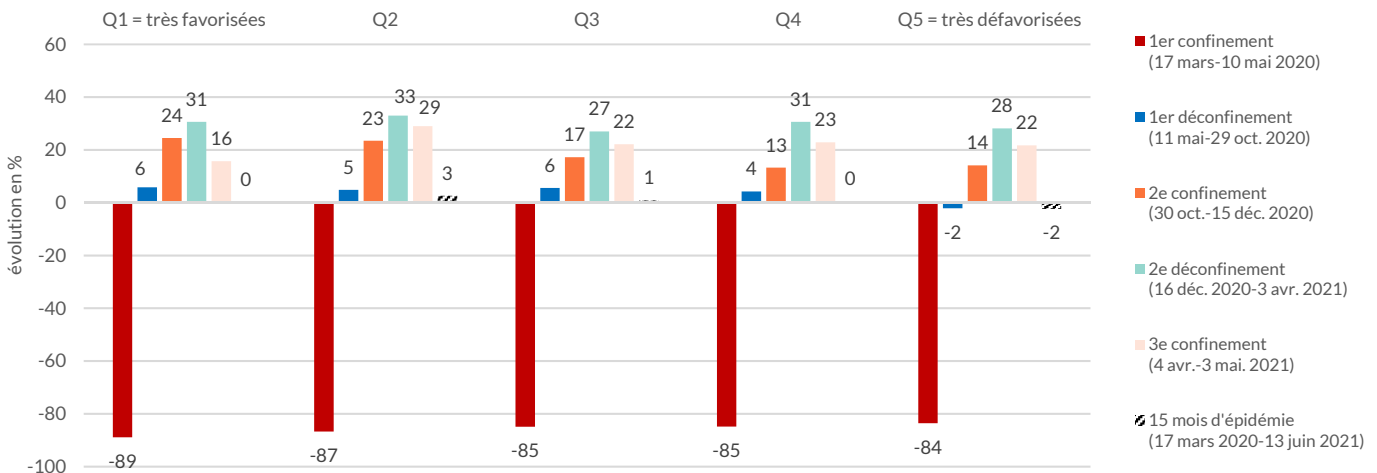


Rem : l'année 2019 n'a pu servir d'année de référence pour le calcul de l'évolution du recours au dépistage du cancer colorectal du fait de la pénurie de kits de tests immunologiques  
Lecture : En Pays de la Loire, le nombre de tests de dépistage du cancer colorectal a augmenté de 18 % chez les personnes âgées de 65 à 74 ans au cours de la 1<sup>ère</sup> période de déconfinement (11 mai – 29 octobre 2020) comparé au nombre de tests remboursés à la même période en 2018 (Fig.13). Au cours des quinze mois de crise sanitaire, le nombre de tests de dépistage est resté à un niveau similaire à celui de 2018 chez les personnes prises en charge pour une affection de longue durée (ALD) (-1 %) comme chez les personnes sans ALD (0 %, Fig.14).

Champ : kits de dépistage du cancer colorectal remboursés (test immunologique, prestation DCC n°9434) auprès des bénéficiaires âgés de 50 à 74 ans, tous régimes résidant en Pays de la Loire

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

**Fig.15** Indice de défavorisation sociale de la commune de résidence (en quintiles)



Rem : l'année 2019 n'a pu servir d'année de référence pour le calcul de l'évolution du recours au dépistage du cancer colorectal du fait de la pénurie de kits de tests immunologiques  
Lecture : Dans les communes les plus défavorisées (5<sup>ème</sup> quintile de l'indice de défavorisation sociale), le nombre de tests de dépistage remboursés a connu une baisse de 84 % lors du 1<sup>er</sup> confinement comparé au nombre de tests remboursés aux mêmes dates en 2018. Cette baisse était de 89 % dans les communes les plus favorisées (1<sup>er</sup> quintile de l'indice).

Champ : kits de dépistage du cancer colorectal remboursés (test immunologique, prestation DCC n°9434) auprès des bénéficiaires âgés de 50 à 74 ans, tous régimes résidant en Pays de la Loire

Source : SNDS/DCIR (données disponibles au 15 septembre 2021), exploitation ORS Pays de la Loire

► Lors du 1<sup>er</sup> confinement, le niveau de recours au dépistage du cancer colorectal a été très faible dans toutes les classes d'âges. Cependant, l'évolution du recours au cours des périodes qui ont suivi a été très différente selon les classes d'âge. Le rattrapage a eu lieu plus rapidement chez les personnes âgées : débutant dès le 1<sup>er</sup> déconfinement chez les 65 à 74 ans, à partir du 2<sup>ème</sup> confinement chez les 55-64 ans et seulement à partir du 2<sup>ème</sup> déconfinement chez les 50-54 ans (Fig.13).

► Le niveau de recours lors du 1<sup>er</sup> confinement a fortement baissé parmi les personnes prises en charge pour une affection de longue durée (ALD) comme parmi les autres. Chez les personnes en ALD, la reprise du recours a été plus rapide mais a été suivie d'une nouvelle baisse notamment à partir du 3<sup>ème</sup> déconfinement, alors que chez les personnes sans ALD, une hausse du recours a été constatée plus tardivement (à partir du 2<sup>ème</sup> confinement) puis le niveau de recours s'est stabilisé à un niveau similaire à celui des années antérieures (Fig.14).

► Dans la région, le recours au dépistage du cancer colorectal a connu une évolution comparable lors des différentes périodes de l'épidémie, quel que soit le niveau de défavorisation sociale de la commune de résidence (Fig.15).



### Précisions sur la source des données et éléments de méthode

Les données utilisées dans ce document sont les données individuelles et exhaustives de remboursement de l'assurance maladie. Elles ont été extraites du Système national des données de santé (SNDS) le 15 septembre 2021 à partir de l'accès permanent de l'ORS des Pays de la Loire en profil utilisateur n° 107.

Les caractéristiques des patients : département de résidence, âge, prise en charge pour une affection de longue durée et indice de défavorisation sociale de la commune de résidence sont celles renseignées au moment du recours à l'acte de dépistage (dans la table des prestations ER\_PRS\_F).

L'indice de défavorisation sociale est un indicateur contextuel, calculé au niveau communal à partir des quatre variables socio-économiques suivantes, issues du recensement de population 2015 et du dispositif Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).

- revenu fiscal médian par unité de consommation,
- part des diplômés de niveau baccalauréat (minimum) dans la population de 15 ans ou plus non scolarisée,
- part des ouvriers dans la population active de 15 à 64 ans,
- part des chômeurs dans la population active de 15 à 64 ans.

Les communes sont regroupées par quintiles de l'indice : le 1er quintile regroupe les personnes habitant dans les communes les moins défavorisées, le 5e quintile regroupe celles habitant dans les communes les plus défavorisées.

Les évolutions présentées dans ce document ont été calculées comme la différence relative (en %) entre le nombre de dépistages remboursés au cours des différentes périodes de l'épidémie et le nombre moyen de dépistages remboursés les deux années 2018 et 2019 sur les mêmes périodes, excepté pour le dépistage du cancer colorectal où seule l'année 2018 a été utilisée pour le calcul.

**Auteur :** ORS Pays de la Loire

**Remerciements :** Dr Anne-Sophie LE DUC - BANASZUK, Centre régional de coordination de dépistage des cancers (CRCDC) en Pays de la Loire

**Financement :** Agence régionale de santé et Conseil régional des Pays de la Loire

**Citation suggérée :** ORS Pays de la Loire. (2021). Impact de l'épidémie de COVID-19 sur le recours aux actes de dépistage des cancers en Pays de la Loire, entre mars 2020 et juin 2021 « Épidémio Covid-19 : comprendre et agir », # 7, 8 p.

Ces données sont issues du Système national des données de santé (accès permanent de l'ORS en profil utilisateur n° 107).

L'ORS Pays de la Loire autorise l'utilisation et la reproduction des résultats de cette étude sous réserve de la mention des sources et de ne pas poursuivre une des finalités interdites du SNDS, mentionnées à l'Art. L. 1461-1 de la Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016.

ORS Pays de la Loire • Tél. 02 51 86 05 60 • [accueil@orspaysdelaloire.com](mailto:accueil@orspaysdelaloire.com) • [www.orspaysdelaloire.com](http://www.orspaysdelaloire.com)

